

Explications de l'OLP suite aux déclarations d'Abbas en Afrique du Sud

Sous la pression, l'OLP essaie de limiter les dégâts provoqués par l'attaque d'Abbas contre le boycott d'Israël

Ali Abunimah, 20 décembre 2013.

Ebranlée par les critiques des activistes palestiniens et internationaux, l'Autorité Palestinienne (AP) s'est écartée des commentaires de son dirigeant *de facto* Mahmoud Abbas qui a désavoué le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). En Afrique du Sud pour la commémoration de Nelson Mandela au début du mois, Abbas a déclaré : « Non, nous ne soutenons pas le boycott d'Israël ».

Contrairement à la position du Comité National de Boycott (BNC) – le comité directeur de la campagne BDS – Abbas a dit que toute initiative de boycott devait se limiter aux produits fabriqués dans les colonies israéliennes, en Cisjordanie occupée.

Omar Barghouti, co-fondateur de la campagne BDS et parlant en son nom propre, a récusé les commentaires d'Abbas. Le Comité Palestine Solidarité en Afrique du Sud a dit que les déclarations d'Abbas étaient « choquantes » et représentaient « une attaque contre le mouvement mondial de solidarité. »

Les propos d'Abbas ont été en revanche bien accueillis par les soutiens d'Israël toujours prompts à saper et à discréditer BDS.

Communiqué de l'ambassade de l'OLP

Mais aujourd'hui, dans une déclaration commune avec le groupe

de la campagne BDS Afrique du Sud, l'ambassade de l'Organisation de Libération de la Palestine à Pretoria, qui est fidèle au régime *de facto* d'Abbas, a tenté de calmer la fureur.

Le communiqué réaffirme l'appel du régime d'Abbas au boycott, précisément les produits des colonies, mais ajoute :

« L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'opposent pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne d'initier et de mener des campagnes BDS mondiales contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier les boycotts, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud. »

La déclaration n'est pas une ratification de la campagne BDS mais elle vise spécifiquement à contrer les tentatives des propagandistes israéliens d'utiliser les déclarations d'Abbas contre le mouvement de solidarité.

La déclaration commune se félicite également *« de la résolution de boycott universitaire adoptée par l'American Studies Association [ASA] »* ainsi que diverses autres décisions internationales récentes de boycott des activités

spécifiquement reliées aux colonies. La résolution de l'ASA, en particulier, ne limite pas son appel au boycott aux seules institutions israéliennes en Cisjordanie occupée.

En outre, le fait que l'Autorité palestinienne dirigée par Abbas ait jugé nécessaire de diffuser une telle déclaration démontre sa faiblesse politique face au soutien palestinien et international croissant pour la campagne BDS. On doit considérer ceci comme un message clair aux activistes de la solidarité internationale que l'AP ne peut pas faire obstacle à ou saper leurs efforts.

Débordements

Il faut également replacer la controverse dans un contexte de tentatives de contrôle des dégâts similaires provoqués par des débordements antérieurs où Abbas a exprimé des positions hostiles aux droits palestiniens et à la lutte pour les obtenir.

L'an dernier, Abbas a provoqué une vague d'indignation parmi les Palestiniens lorsqu'il a déclaré à la télévision israélienne qu'il renonçait au droit des réfugiés palestiniens à revenir chez eux. Dans les « clarifications » consécutives, Abbas a tenté de limiter les dégâts et la confusion en accusant les médias d'avoir « déformé » ses commentaires.

Mais sur le fond, ses déclarations successives sont dans la ligne de sa volonté, ancienne, d'accepter les exigences israéliennes, à savoir que les Palestiniens dans leur grande majorité devraient être définitivement exclus de leur patrie, au prétexte purement raciste qu'ils ne sont pas juifs.

De même, il faut considérer la déclaration d'aujourd'hui comme un signe que l'AP comprend qu'elle ne peut pas imposer ses opinions impopulaires à la société civile palestinienne. Mais cela ne signifie pas qu'elle y a complètement renoncé.

Déclaration

DECLARATION COMMUNE DE « L'AMBASSADE DE L'ETAT DE PALESTINE EN

REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD » ET DE « BDS AFRIQUE DU SUD »

Clarifications concernant des commentaires faits par le président palestinien Mahmoud Abbas alors qu'il était en Afrique du Sud sur le boycott des colonies et des produits israéliens

Des commentaires récents exprimés en Afrique du Sud par le Président palestinien Mahmoud Abbas (et Président de l'Organisation de Libération de la Palestine) au sujet du boycott des colonies et des produits israéliens semblent avoir été sortis de leur contexte et mal interprétés par quelques membres des médias et du lobby israélien. Certains journalistes et lobbyistes israéliens ont rapporté que le Président Abbas, lors d'une conférence de presse sud-africaine, a dit qu'il est opposé au boycott international. Ceci est faux. L'Ambassade de l'Etat de Palestine en Afrique du Sud et BDS Afrique du Sud souhaitent confirmer les positions suivantes :

1) Nous, avec les organismes internationaux, dont l'Organisation des Nations Unies, considérons les colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés en 1967 comme illégales et toutes les activités avec ces colonies illégales comme une violation du droit international ;

2) Les colonies de peuplement d'Israël violent plusieurs résolutions de l'ONU et continuent d'être l'obstacle principal au processus de paix ;

3) Dans l'idée que les colonies israéliennes sont illégitimes et une obstruction à une paix juste, l'Autorité palestinienne a en conséquence lancé un boycott officiel de tous les produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé ;

4) En 2010, l'Autorité palestinienne a promulgué une loi, signée par le Président Mahmoud Abbas, interdisant les produits, le commerce, les relations avec les colonies

illégales et autres activités avec ces entités illégales construites en territoires palestiniens occupés en 1967 ;

5) L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'oppose pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne à initier et à mener des campagnes mondiales BDS contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier le boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud ;

6) L'an dernier, en décembre 2012, un membre représentant l'OLP a déclaré dans son discours au Congrès National Africain (ANC) : « Le [bras international de la] lutte sud-africaine a commencé avec la campagne de boycott des raisins et du vin d'Afrique du Sud, de même les colonies israéliennes illégales peuvent être mises en échec par le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) ». Le 14 décembre, le Fatah (l'organisation qui dirige l'Organisation de Libération de la Palestine et l'Autorité palestinienne) a adressé une lettre officielle au Président sud-africain, Jacob Zuma, et aux membres de l'ANC, exprimant que « le Fatah appuie sans réserve le mouvement BDS. » ;

7) Tandis que le mouvement BDS est concentré au sein de la

société civile, à un niveau gouvernemental, l'Etat de Palestine appelle tous les pays à assumer leurs responsabilités en vertu du droit international en commençant par mettre immédiatement fin à tous commerces et relations avec des entreprises venant de ou impliquées dans les colonies israéliennes illégales ;

8) Nous saluons la décision récente de l'Union européenne d'interdire les relations financières avec des entités israéliennes opérant dans les colonies israéliennes illégales installées dans les territoires palestiniens occupés en 1967 ; les instructions récentes du gouvernement britannique qu'aucune entreprise ne doit fonctionner à Jérusalem Est ni participer à aucune activité liée aux colonies israéliennes illégales ; la résolution de boycott académique adoptée par l'American Studies Association ; et la décision, la semaine dernière, prise par Vitens, l'Autorité néerlandaise de l'Eau, de mettre fin à ses relations avec Mekorot, la compagnie nationale israélienne de l'eau, complice dans les colonies israéliennes illégales.

Le peuple palestinien vaincra ; si Nelson Mandela et le peuple d'Afrique du Sud ont vaincu l'apartheid, les Palestiniens aussi vaincront l'occupation israélienne des terres palestiniennes.

Source :

<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-pressure-plo-tries-limit-damage-abbas-attack-israel-boycott>

Traduction: Mireille